

**Santé**  
L'hypersensibilité chimique:



le mal  
masqué  
cahier C

**Livres**



cahier B

**La personnalité  
de la semaine**

Gilles  
Lefebvre  
page A8



**Baseball**



page 56



La Presse  
à  
**NEW YORK**

## Après les psys, les coachs...

**RICHARD HÉTU**  
collaboration spéciale

**D**ans les films de Woody Allen, le New-Yorkais type — un intellectuel à lunettes souvent joué par le réalisateur lui-même — est toujours en proie à une crise existentielle. Entre le travail et la maison, il s'arrête souvent chez son psychanalyste, où, étendu sur un divan, il fouille sa mémoire et son inconscient dans l'espoir de trouver la source de son inaptitude au bonheur (étant jeune, il a probablement été trop couvé par sa mère).

Pour indélébile que soit l'image créée par Allen, elle doit aujourd'hui être révisée. Est-ce à dire que les New-Yorkais d'une certaine classe sociale n'ont plus besoin d'aide pour composer avec leurs névroses? Ou que les psys ont disparu de la carte? Non point. Le temps est tout simplement venu d'ajouter un nouveau personnage au portrait de la vie de Manhattan: le coach personnel.

Le coach personnel? En effet, en cette fin de siècle, le coach personnel est celui à qui un nombre croissant de New-Yorkais demandent de l'aide. Il ne veut rien savoir des blessures et des injustices du passé. Il se balance des rêves et du surmoi. Ce qu'il propose à ses clients, c'est du concret: une stratégie, une discipline, un suivi, afin de les aider à faire face aux défis de la vie, des plus petits aux plus

Voir **APRÈS** en A2

## Trempés dans le rock!

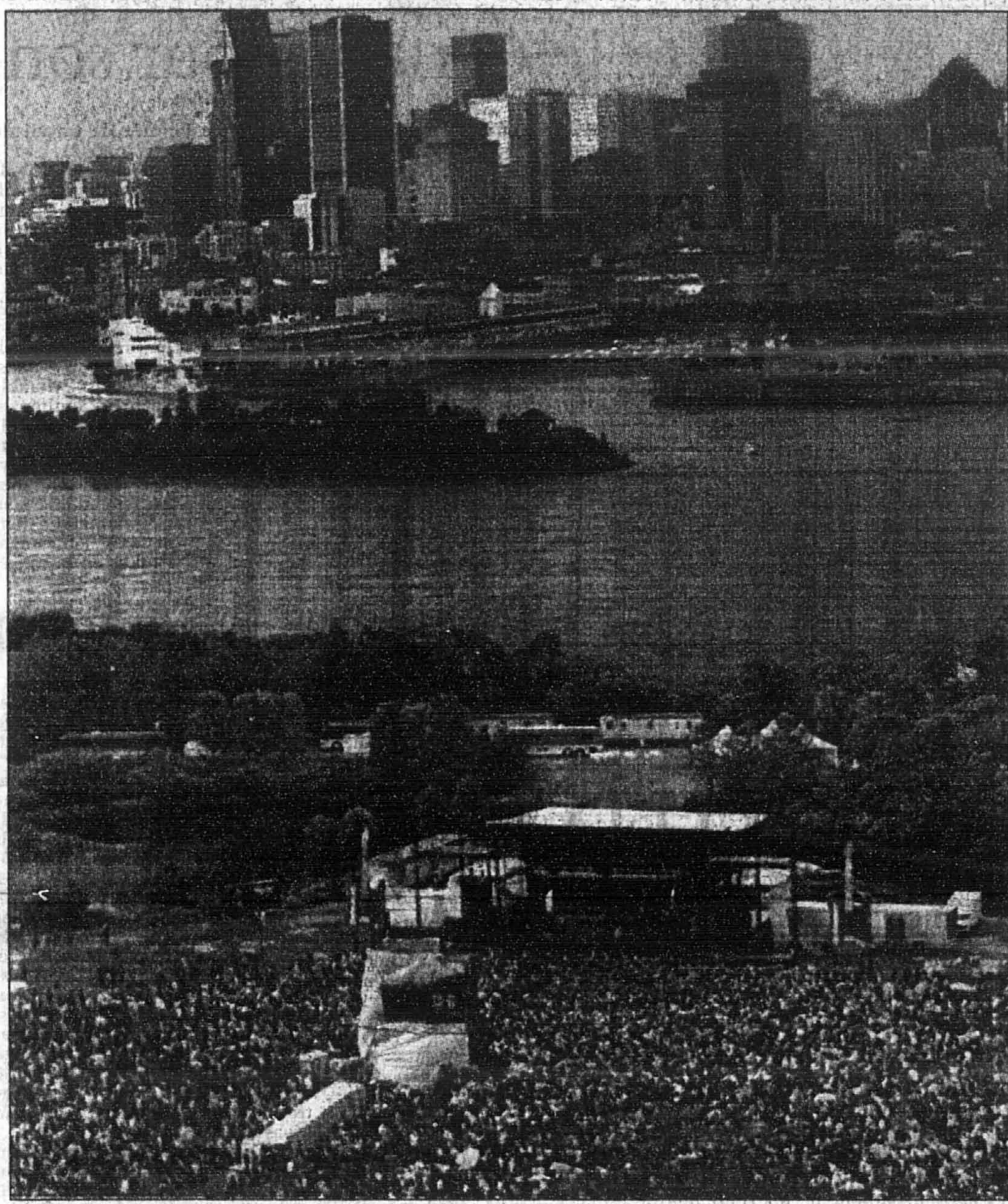


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

**On les avait prévenus: le Mégashow Budrock se tiendrait au Parc des îles, beau temps, mauvais temps. Comme l'an dernier, c'est le mauvais qui a prévalu. Ils n'en étaient pas moins quelque 40 000 hier, à s'être déplacés pour applaudir ZZ Top, Cheap Trick et Noir Silence. C'est ce que, littéralement, on appelle se faire tremper... et pas juste dans le rock!**

Nos informations, page B7

## Le G7 cite le Canada pour son économie

d'après PC, AFP et AP  
DENVER, Colorado

Le Canada reviendra du sommet du G7 couvert de compliments pour l'état de son économie et avec en poche un appui non équivoque des leaders du monde industrialisé pour sa politique visant l'élimination des mines antipersonnel.

Les ministres des Finances des pays participants n'avaient que des bons mots pour l'économie canadienne, disant considérer que le taux de chômage élevé (9,5 %) devrait commencer à chuter.

« Le Canada, avec une inflation très faible et une réduction impressionnante de son déficit, a réussi récemment à battre des records de croissance qui devraient se traduire par la création d'emplois », ont-ils indiqué par voie de communiqué.

Le communiqué final du sommet, dont une ébauche a été obtenue par la Presse Canadienne, fera référence à un appui tacite en faveur du processus lancé par Ottawa en vue d'accélérer l'élimination des mines antipersonnel d'ici la fin du siècle.

Un seul pays du G-7+1 — les États-Unis — s'oppose à l'approche privilégiée par le Canada en ce domaine.

Les membres de la délégation du Canada ont été particulièrement enthousiastes par l'appui inattendu et sans réserve reçu de la part du président de la France, Jacques Chirac.

Voir **LE G7** en A2

## La chasse aux criminels de guerre reste ardue



PHOTO ROBERT NADON, La Presse  
**L'ex-policier péruvien Victor Lopez Moreno**

### Un ex-policier péruvien tente d'échapper à la déportation

**FRANÇOIS BERGER**

Un ex-policier péruvien, vivant au Québec depuis plus de dix ans et accusé de crimes de guerre par le ministère canadien de l'Immigration, vient de prendre la fuite vraisemblablement ailleurs au Canada pour échapper à l'expulsion vers son pays d'origine, au moment où Ottawa tente sans grand succès de débusquer les criminels de guerre et les terroristes qui ont trouvé refuge au pays.

Le cas de Victor Lopez Moreno, qui a participé à la sanglante lutte antiterroriste contre la guérilla du groupe *Sentier lumineux* avant de désertir et de s'enfuir du Pérou au milieu des années 80, illustre les difficultés éprouvées par les autorités canadiennes dans la chasse aux responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou d'actes terroristes.

M. Lopez a éludé pendant de nombreuses années les enquêteurs canadiens, comme le font

encore des centaines de ressortissants étrangers soupçonnés de torture, de génocide ou de terrorisme dans leur pays d'origine. Des données obtenues par La Presse auprès du ministère de l'Immigration montrent que seulement 51 immigrants accusés de ces crimes ont quitté le pays depuis 1993. Quelque 300 cas ont été signalés.

Arrivé au Québec en compagnie de sa femme Marina en janvier 1987, après avoir traversé les États-Unis en provenance du Mexique où il avait fui un an plus tôt, Victor Lopez rêvait de refaire sa vie ici. Le couple a eu le temps d'acquiescer une maison à Brossard, en banlieue sud de Montréal, d'avoir un enfant âgé aujourd'hui de cinq ans, et d'occuper des emplois stables avant que sa demande d'asile politique soit rejetée et que les services d'immigration exigent son renvoi au Pérou.

Voir **LA CHASSE** en A2



### Un robuste

Jason Ward, 17 ans, six pieds et deux pouces, de Chapleau, en Ontario, a été le premier choix du Canadien au repêchage de la Ligue nationale de hockey hier à Pittsburgh. Ward a amassé 64 points dont 25 buts en 58 matchs la saison dernière avec les Otters d'Erie, de la Ligue junior de l'Ontario.

Nos informations, cahier Sports

**923**

JOURS  
AVANT  
L'AN 2000

**INDEX**

Petites annonces  
- index C4  
- immobilier C4 à C6  
- marchandises C6 et C7  
- emplois C7  
- automobile C7 à C10

- affaires C10  
Arts et spectacles B7 à B10  
- Francine Grimaldi B7  
- horaires-spectacles B9  
- télé-horaire B9

Bandes dessinées C6  
Bridge C7  
Décès C9  
Êtes-vous observateur? C4  
Feuilleton C8

Génies en herbe B7  
Horoscope C5  
Livres cahier B  
Loteries A2 et A4  
Monde A6  
Mots croisés B7

Mot mystère C8  
Politique A4  
Santé cahier C  
Stéphane Laporte A5  
Tabloïd Sports  
- Robert Duguay S5

**SCIENCES**

Les ovnis  
ont 50 ans  
page B12

**MÉTÉO**

Éclaircies  
Max. 25, min. 14  
Cahier Sports,  
page 16



**domon** DEPUIS 44 ANS

On ne parle pas d'économies  
On parle du  
**PLUS BAS PRIX** Rien à payer avant Juin 1998\*

MEUBLES • ÉLECTROMÉNAGERS • AUDIO VIDÉO

LACHINE 1360, Notre-Dame Lachine, Tél.: 637-5837  
CHATEAUGUAY 12, boul. St-Jean-Baptiste Châteauguay, Tél.: 692-1040  
VERDUN 5387, av. Verdun Verdun, Tél.: 766-2331  
DEUX-MONTAGNES 1600, chemin Oka Deux-Montagnes, Tél.: 473-2751  
LAVAL 1605, boul. La Corbuserie Châteauguay, Laval, Tél.: 688-1414  
DORION 127, boul. Harwood Dorion, Tél.: 424-5161  
MONTREAL 6560, av. du Parc Montreal, Tél.: 272-0733  
MONTREAL 3500, Ontario Est Montreal, Tél.: 347-4331

\*Aucun paiement, aucun intérêt avant juin 1998, seules les taxes de vente sont payables à l'achat, sujet à l'approbation du service du crédit. \*Pour tout achat de 500 \$ et plus

# Le pays de la peur

FRANÇOIS BERGER

Les fonctionnaires canadiens de l'immigration estiment qu'un ancien policier péruvien, ciblé autant par les autorités de son pays d'origine que par les rebelles de gauche, « ne court aucun risque » s'il est renvoyé au Pérou. Victor Lopez Moreno, désigné comme criminel de guerre par le ministère canadien de l'Immigration, a pourtant toutes les raisons de craindre pour son intégrité s'il devait débarquer au Pérou, comme en font foi les constatations d'organisations de défense des droits.

Plus de 5000 Péruviens accusés de liens avec le terrorisme croupissent dans les prisons du gouvernement d'Alberto Fujimori, selon Amnesty Internationale et d'autres groupes de défense des droits. Il s'agit surtout de personnes arrêtées depuis l'introduction en 1992 de nouvelles lois antiterroristes, et jugées par des « tribunaux sans visage » dans lesquels règne l'anonymat des juges et des accusateurs.

Amnistie Internationale a constaté, dans son dernier rapport annuel publié la semaine dernière, que le Pérou demeure en état d'urgence dans de nombreux secteurs, dont la capitale Lima, et que la torture y est encore pratiquée. Il arrive même que les forces de sécurité fassent subir la torture à certains de leurs propres membres.

L'organisme fait aussi état de « milliers de plaintes pour torture, 'disparition', exécution extrajudiciaire ou menaces de mort » qui n'ont pas été traitées, bien qu'elles remontent à l'époque de la « sale guerre » des années 1980 lors des plus sanglants accrochages entre les forces gouvernementales et les rebelles du groupe *Sentier lumineux* (l'ex-policier Lopez était chargé d'infiltrer ce groupe de guérilla avant sa désertion en 1985). Des milliers de paysans péruviens ont aussi été pris entre deux feux et victimes de massacres, notamment dans la région d'Ayacucho où était basé M. Lopez.

Malgré les déclarations du gouvernement au sujet d'une prétendue « pacification » du pays, Amnesty Internationale dit avoir constaté depuis le début de 1997 une « détérioration de la situation ».

Des enquêteurs d'une association internationale de juristes se sont rendus au Pérou à la mi-mai pour y examiner des plaintes concernant l'administration de la justice. Ils écrivent dans leur rapport que le Pérou baigne dans « un climat de peur et de méfiance qui imprègne l'ensemble de la société ».

C'est dans ce contexte que le ministère canadien de l'Immigration a ordonné l'expulsion de Victor Lopez et de sa famille, qui viennent de quitter leur domicile de la région de Montréal sans laisser d'adresse. Ils vivaient au Québec depuis plus de dix ans.

De son côté, la Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugié, un tribunal administratif, accorde deux fois sur trois l'asile politique aux revendicateurs péruviens, qui sont installés à Montréal en majorité.

## LA CHASSE / Suite de la page A1

Avant leur départ inopiné de Brossard il y a une dizaine de jours, les Lopez avaient déposé une ultime requête devant la Cour fédérale, à Ottawa, afin de bloquer leur expulsion du pays, devenue exécutoire depuis le 30 mai. Ils craignent les représailles dans leur pays d'origine. Les Lopez n'ont pas attendu que la Cour fédérale se prononce avant de plier bagages, vraisemblablement pour se rendre ailleurs au Canada où ils ont de la parenté.

Le gouvernement fédéral multiplie depuis quatre ans les efforts pour débusquer les criminels de guerre, les tortionnaires et les an-

ciens fonctionnaires de régimes de terreur, qui vivent au Canada souvent sans être inquiétés. Cette chasse, rendue possible par des amendements au Code criminel et à d'autres lois en 1987, a d'abord visé en particulier les anciens collaborateurs nazis de la Deuxième Guerre mondiale, et s'est ensuite étendue aux acteurs des conflits contemporains.

Les ressortissants étrangers visés depuis 1993 par des mesures de renvoi du pays proviennent notamment d'Irlande du Nord, de l'ex-Yougoslavie, de Somalie du Liban, d'Israël, d'Iran, d'Amérique centrale et d'autres pays latino-américains, selon les informations obtenues par *La Presse*. Dans le cas du Rwanda, les autorités canadiennes

n'y renvoient personne en raison de la situation, comme c'est aussi le cas du Burundi, de l'Afghanistan et de l'Algérie.

Les allégations de crimes de guerre, de crimes comme l'humanité ou de terrorisme sont « généralement très difficiles à prouver », ne serait-ce que par l'absence de témoins, a indiqué à *La Presse* l'inspecteur Jean Dubé, responsable de la section des crimes de guerre à la Gendarmerie royale du Canada. Cette section spéciale a été créée en 1987, en même temps qu'une section semblable au ministère canadien de la Justice.

Le ministère de l'Immigration a mis sur pied en avril 1996 une unité spéciale chargée de pourchasser les immigrants soupçonnés de ces

crimes, mais les enquêtes sont laborieuses.

Selon les statistiques fédérales, moins de la moitié des cas signalés officiellement parmi les immigrants, qui ont déjà été dûment acceptés au pays comme résidents permanents, aboutissent à une enquête formelle (49 sur 113). Les agents d'immigration ont d'autre part dépisté depuis dix ans 29 cas de ce genre dès l'entrée au pays.

Une fois l'enquête lancée, l'immigrant incriminé a accès à de nombreux recours, comme on l'a observé dans le cas de Léon Mugerera, un immigrant d'origine rwandaise accusé d'incitation au génocide dans son pays d'origine et qui multiplie les recours depuis quelques années.

# Suites de la une

## La chasse aux criminels de guerre reste ardue

# Le G7 cite le Canada pour son économie

## LE G7 / Suite de la page A1

« Il nous a dit qu'il appuyait le processus lancé par Ottawa, malgré l'opposition des militaires français sur cette question », a indiqué un porte-parole de la délégation canadienne.

Le communiqué final traitera également du projet de gouvernement canadien en faveur d'un programme international dans le secteur de la foresterie, mais un bémol y sera ajouté à la demande des États-Unis.

Le G7 (États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) a par ailleurs affirmé sa satisfaction sur la situation de l'économie et des marchés des changes, mais il a demandé à plusieurs pays européens de nouvelles

réformes de leur marché du travail pour lutter contre le chômage.

Pour la première fois, les Sept prennent acte de la future naissance de la monnaie unique européenne dans la déclaration du Sommet. L'euro « contribuera à la stabilité du système monétaire international », affirment les Sept.

La France, l'Allemagne et l'Italie sont clairement incitées à aller plus loin pour lutter contre le chômage en entreprenant des « réformes de fond ». Ces trois pays comptent une dizaine de millions de chômeurs et leur taux de chômage se situe entre 11 % et 12,5 % de la population active.

Le président Bill Clinton et les dirigeants européens se sont d'ailleurs livrés à plusieurs escarmouches sur l'économie, l'environnement ou l'aide à l'Afrique, lors de

la première journée de travail du sommet.

Le projet de déclaration finale qui sera publié aujourd'hui, appelle notamment à la tenue d'élections libres à Hong Kong, à la relance du processus de paix au Proche-Orient et à l'interdiction mondiale du clonage humain.

Les pays les plus industrialisés ont lancé un sévère avertissement à l'ensemble des parties bosniaques, menaçant de réduire leur aide, si les promesses de paix durable n'étaient pas tenues. Soulignant qu'ils ne transigeront pas sur la mise en oeuvre des engagements contenus dans les accords de Dayton en 1995, les dirigeants des grandes puissances mondiales ont précisé que la communauté internationale maintiendrait son « engagement à long terme » en Bosnie et

dans la région.

En fin d'après-midi, le président russe Boris Eltsine — le huitième membre du groupe exclu des débats économiques —, qui avait occupé vendredi le devant de la scène, s'est éclipse. Le G7 a alors discuté seul des questions financières et a adopté une déclaration économique.

Inquiets du vieillissement des populations dans la plupart des pays riches, les Sept s'engagent à travailler avec leurs ministres des Finances pour réformer profondément les systèmes de retraite.

Les Sept se sont aussi mis d'accord pour créer un fonds doté de 300 millions de dollars afin de financer un sarcophage isolant définitivement le réacteur accidenté et encore hautement radioactif de Tchernobyl, en Ukraine.

# Après les psys, les coachs...

## APRÈS / Suite de la page A1

grands. Tantôt nounou, tantôt sergent instructeur, il peut exiger, pour ses services, jusqu'à 150 \$ l'heure.

La naissance du coach personnel en dit long sur New York et sur notre époque. Elle met en relief un individualisme qui n'existe qu'à Manhattan et illustre une mentalité en accord avec les lois du marché. Dans l'esprit du coach personnel, seul l'intérêt individuel compte.

Ce qui n'est pas étonnant: le coach personnel est né dans le milieu des affaires. À l'origine, il aidait les dirigeants des grandes compagnies à mieux gérer leur temps, à prononcer de meilleurs discours, à choisir de plus beaux habits. Il y a trois ou quatre ans, cependant, il a commencé à entrer dans la vie privée des New-Yorkais, leur proposant un coup de pouce pour devenir plus performants, plus « eux-mêmes ».

Le gourou du « personal coa-

ching » — il en faut un à chaque mouvement du genre — s'appelle Thomas Leonard. Physique d'athlète, gueule d'acteur, il a fondé une école « virtuelle » appelée Coach University. Son enseignement, il le donne par téléphone à des élèves répartis aux quatre coins des États-Unis. Il se fait connaître par des conférences, par la bouche à oreille, par Internet. À Manhattan, parmi les quelque 150 coachs personnels à l'oeuvre, plusieurs ont étudié avec lui. Ils n'ont aucun diplôme reconnu par la loi, mais ils n'en dispensent pas moins leurs services à plus de 2000 clients, selon un reportage — un des premiers sur le sujet — publié récemment dans l'hebdomadaire *The New York Observer*.

Les leçons de Leonard s'appliquent bien à New York, où plusieurs citoyens sont à la recherche de ce qu'ils appellent « the edge », un avantage sur les autres. Dans un discours typique, Leonard dit: « La psychothérapie a pour but d'aider les gens à passer du stade dys-

fonctionnel à fonctionnel. Le coaching personnel veut les élever du stade fonctionnel à extraordinaire! »

Les coachs personnels encouragent ainsi leurs clients à croire qu'ils n'ont pas à souffrir, qu'ils peuvent choisir leur destinée, qu'ils peuvent tout faire, en somme. Il suffit de suivre les étapes. D'abord, le client doit être « en intégrité », c'est-à-dire remplir les « conditions de survie », comme acquiescer ses factures, payer le loyer, etc. Ensuite, il doit s'occuper de ses « besoins », comme celui d'être apprécié ou aimé. Une fois ses besoins comblés, il pourra enfin commencer à penser aux « valeurs ». Dans le langage des coachs personnels, cela signifie « faire ce qu'on aime ». Pour l'introspection et l'altruisme, il faudra repasser.

Les coachs personnels mesurent les progrès de leurs clients grâce au « Clean Sweep », une liste de 100 questions (vrai ou faux?) établie par Leonard. L'objectif du client est de pouvoir répondre vrai à toutes les questions. Le jour où il y par-

viendra, promet le gourou du coaching personnel, il ne devrait plus avoir de problèmes avec son environnement, ses finances, ses relations, sa propre personne.

Des exemples de questions: « J'utilise la soie dentaire tous les jours: vrai ou faux? », « Je porte des verres fumés de bonne qualité: vrai ou faux? », « J'ai un meilleur ami ou une âme soeur: vrai ou faux? »

Les questions du « Clean Sweep » ont incité certains coachs personnels à se spécialiser. Ainsi, à New York, l'un d'entre eux — un ex-gérant de banque — se propose d'aider ses clients à attirer vers eux « les amis, l'argent, les offres d'emploi, l'amour ». Une autre — détentricrice d'une maîtrise en travail social — veut secourir ceux ou celles qui veulent « désencombrer » leur vie (au propre et au figuré). Elle demande 350 \$ par mois, pour deux visites de deux heures.

La communauté des psys a accusé les coachs personnels de charlatanisme. Les psys ne sont pas souvent en terrain aussi sûr.

## La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.



Code du jour  
25-7

Dimanche, 22 juin 1997

## LOTÉRIES

La quotidienne  
à trois chiffres : 497  
à quatre chiffres : 7961  
6/49: 17 21 25 26 33 48 Compl. 3  
avec extra: 8 2 7 1 2 3

## INSOLITE

### Noir ou au lait!

■ Quelque dix milliards de tasses de café espresso sont servies chaque année dans les bars italiens représentant 30 % de la consommation de café de ce pays, a indiqué hier un journal spécialisé. Cependant, l'Italie n'est pas à la première place dans le monde pour la consommation de café. Celle-ci revient à la Norvège avec neuf kg de café par tête et par an, suivie des Pays-Bas et du Danemark. Les Italiens, avec la consommation de près de deux tasses de café par jour et par tête et 4,87 kg par tête et par an, sont à la 11ème place, affirme le mensuel *Selezione*, dans une étude à paraître dans le numéro de juillet.

## DEMAIN DANS LA PRESSE



### Une Lincoln qui ose s'aventurer en forêt

■ Les utilitaires sport jouissent d'une incroyable popularité. Plusieurs marques prestigieuses se sont intéressées à ce segment du marché qui connaît une progression impressionnante. Désireuse de changer son image et de développer de nouveaux marchés, Lincoln saute sur l'occasion à pieds joints avec le Navigator. Même si ce gros 4x4 est dérivé du Ford Explorer, il propose suffisamment d'éléments originaux et de prestige pour tenir son bout. De plus, comme l'a constaté notre chroniqueur Denis Duquet, le Navigator ne se laisse pas damer le pion côté luxe ou gabarit.

## QUESTION DU JOUR

### Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?  
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

### Croyez-vous que les milieux d'affaires vont répondre favorablement à la proposition du président des Expos?

Selon Claude Brochu, si Montréal perd les Expos ce sera un désastre. Êtes-vous d'accord?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 27 %  
Non: 73 %



amateurs de mots croisés

DICTIONNAIRES LE ROBERT

La Presse

La Supergrille d'été est de retour dès le 29 juin 1997



100 gagnants mériteront le « Dictionnaire des difficultés du français », de la série Les Usuels du Robert et le fameux t-shirt « J'ai réussi »

**Le mot du jour**  
**parade**

■ On peut parler en français d'une parade militaire ou d'une parade de cavalerie. Mais on ne peut parler de parade de la Saint-Jean ou de parade de mode. Le mot juste est alors défilé.

— Le défilé de la Saint-Jean.  
— Un défilé de mode.

Dans ce dernier cas, on peut aussi parler d'une présentation de mode ou d'une présentation de la collection d'un grand couturier.

Paul Roux

**L'EXPRESS DU MATIN**



**Nouveau temple hindou**

■ Les hindous de Montréal ont posé les fondations de ce qui sera leur nouveau temple situé 50, rue Kesmark, à Dollard-des-Ormeaux. La cérémonie a commencé par une offrande de 1008 coquilles de mer (shankas), remplies avec l'eau sacrée provenant du fleuve sacré du Gange. Ces coquilles de mer, côte-à-côte avec le panch-dhattu (cinq métaux), le nava-rattan (neuf pierres précieuses) ainsi que neuf différentes espèces de céréales seront placés à même les fondations du temple. Selon les spécialistes du Vastu-Shastra, la cérémonie du Shankh-Sathapana Neem est caractérisée par la richesse de ses symboles religieux. La construction du temple représente pour les hindous la réalisation d'un rêve depuis longtemps espéré.

**Vent violent**

■ De fortes bourrasques de vents atteignant des pointes de 70 à 80 km/h et même 100 km/h par endroits ont balayé en fin d'après-midi hier les régions de Valleyfield, Vaudreuil-Soulanges et Saint-Rémi-de-Napierville. À cet endroit, des branches sont tombées sur des fils électriques, une remorque agricole s'est retrouvée dans un fossé, des cabanons ont été soulevés et Hydro-Québec a dû intervenir afin de rétablir le courant. Environnement Canada a précisé hier soir qu'une cellule orageuse se déplaçant d'ouest en est avait apporté de fortes précipitations de pluie parfois mêlées de grêle. À Ottawa, le toit d'un édifice a été arraché. On ne rapporte toutefois aucun blessé. À Montréal, des pluies parfois diluviennes ont refroidi quelque peu l'enthousiasme des amateurs de feux d'artifice et du Festival Budrock en soirée.

**L'arrière du Biódome**

■ Depuis hier et toute la journée aujourd'hui, le public est invité à visiter les installations où oeuvrent les artisans du Biodôme de Montréal. Ainsi, le public a pu se familiariser avec la façon dont on s'occupe des animaux. Dans la clinique vétérinaire, les visiteurs ont pu voir comment les vétérinaires opèrent un poisson, comment les cuisiniers préparent les repas des animaux, ce qu'ils mangent, etc. Le public apprend aussi comment les artisans du Biodôme ont reproduit les rochers. Les visiteurs ont été étonnés de l'ampleur de la mécanique derrière les différents écosystèmes. Chaque année près d'un million de visiteurs découvrent depuis cinq ans, les merveilles du Biodôme.

**Bagarre : un blessé**

■ Une bagarre entre trois hommes survenue en début de soirée hier à l'intérieur du 6359, rue Papineau, à Montréal, a fait un blessé. Il s'agit d'un homme âgé d'une trentaine d'années qui a été poignardé. Selon la police, l'altercation se serait produite à l'intérieur de la maison, puis se serait poursuivie à l'extérieur. Un homme a été arrêté par la police en rapport avec cette agression au couteau tandis qu'un deuxième est en fuite. Quant au blessé, il a été conduit à l'hôpital.

**Fermeture de la 13**

■ L'autoroute 13 sud à la hauteur de la route 20 est à été fermée durant plusieurs heures en fin d'après-midi hier, le chauffeur d'un camion-remorque ayant perdu le contrôle de son mastodonte qui s'est renversé sur le côté. Personne n'a été blessé.

**Week-end meurtrier sur la route**

RAYMOND GERVAIS

Au moins six personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec depuis le début du long congé de la Saint-Jean-Baptiste. Deux délits de fuite ont fait également trois blessés, dont une fillette de 12 ans qui repose à l'hôpital entre la vie et la mort à l'hôpital Sainte-Justine, ainsi que deux militaires canadiens qui ont été blessés par un chauffard tôt hier matin à Montréal.

La fillette de 12 ans a été happée par un chauffard sur la route 227 à Sainte-Angèle-de-Monnoir, face au 281, rang Saint-Louis.

Selon la Sûreté du Québec, l'enfant qui était accompagnée par trois autres jeunes de son âge, a été projetée par le véhicule sur une distance de près de 25 mètres. Vers 6 h hier matin, un homme de 33 ans, de Marieville, a communiqué avec la police pour les informer qu'il avait été impliqué dans un accident de la circulation au cours de la nuit. Des accusations de délit de fuite ayant causé des lésions corporelles seront portées contre l'individu en question. La police enquête afin de déterminer si l'alcool ne serait pas en cause.

Sur la route 279 à Saint-Lazare, non loin de Montmagny, un motocycliste a heurté par l'arrière une charrette de ferme tirée par un tracteur. La victime a été identifiée comme étant Sylvain Roy, 24 ans, de Saint-Lazare.

À Stoneham, vers 21 h 30 vendredi, deux motocyclistes sont entrés en collision avec une automobile sur la route 175. L'accident s'est produit lors d'un dépassement. Un des motocyclistes est mort. Il s'agit de Nicolas Harvey, 28 ans de Montréal. Son compagnon, également de Montréal et âgé de 28 ans, a été grièvement blessé. Les occupants du véhicule ont été blessés légèrement.

À Sayabec, sur la route 132, une femme de 77 ans, Alexina Gagnon, a perdu la vie après avoir été heurtée par une automobile au moment où elle traversait la route en face de son domicile.

À Ville-Marie, sur la route 101 au Témiscamingue, un jeune cycliste de 13 ans, Pascal Lajeunesse, a été tué après avoir été happé par une automobile.

Sur la route 105 dans la nuit de vendredi à samedi, à Wright, en Outaouais, un automobiliste de 27 ans, Stéphane Amyotte, d'Embrun, en Ontario, est mort après avoir perdu la maîtrise de son volant. L'auto a heurté un garde-fou, puis est passée par-dessus le parapet d'un pont pour se retrouver dans un ruisseau.

Enfin, un carambolage entre un camion-remorque et six automobiles survenu sur l'autoroute 15 a coûté la vie à Luc Santerre, 20 ans, de Brossard. Deux autres personnes ont également été blessées lors de cet accident.



PHOTO MAURICE THIBODEAU, collaboration spéciale  
Les secouristes ont mis trois heures à dégager un automobiliste qui a capoté dans un fossé en bordure de la route 229, à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, tôt samedi matin. L'homme de 29 ans, qui voyageait seul, a été blessé légèrement.

**Un chauffard blesse deux militaires**

RAYMOND GERVAIS

Deux militaires du Royal 22<sup>e</sup> régiment ont été blessés tôt hier matin à Montréal dans un accident de la circulation. Leur véhicule banalisé du ministère de la Défense nationale a été heurté violemment par la voiture d'un chauffard à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue de la Montagne, dans l'ouest de la ville.

Le véhicule du chauffard a terminé sa course contre un mur après avoir heurté un second véhicule.

Cette histoire avait commencé plus tôt à l'intersection René-Lévesque et Sanguinet, lorsque l'attention de deux policiers de la CUM a été attirée par l'allure bizarre d'un automobiliste. Une vérification par radio a permis de constater que l'automobile appar-

tenait à une dame de l'extérieur de la ville. Les policiers ont fait signe à l'automobiliste de s'immobiliser en face du Complexe Desjardins. Pour toute réponse, l'homme a accéléré et brûlé deux feux rouges. Rendu à l'intersection René-Lévesque et de la Montagne, le fuyard a brûlé un autre feu rouge et heurté l'automobile des militaires.

Les deux soldats ont été transportés à l'hôpital Général de Montréal où leur vie ne serait toutefois pas en danger. Les passagers du second véhicule impliqué, un homme et une femme, ont subi un choc nerveux.

Selon la police, le suspect, un homme de race blanche âgé de 55 ans, a réussi à prendre la fuite. Des traces de sang portent les enquêteurs à croire que l'homme a été blessé.

**Démantèlement d'un réseau de voleurs de camions-remorques**

RAYMOND GERVAIS

Une opération policière menée conjointement dans la nuit de vendredi à samedi par des policiers de la section antigang de la police de la CUM, la Sûreté du Québec, la police municipale de Sainte-Thérèse et de Boisbriand, a permis la saisie de pièces d'automobiles volées évaluées à plus d'un demi-million et l'arrestation de deux suspects.

Depuis deux semaines, trois vols de camions-remorques appartenant à une même compagnie de distribution de pièces d'automobiles de Sainte-Thérèse avaient eu lieu à Boisbriand et à Sainte-Thérèse.

Vendredi soir, des policiers de l'opération Kojak de la CUM et de la SQ avaient tendu un piège aux voleurs à Boisbriand. Vers 22 h 30, deux hommes se sont présentés à la compagnie en question et se sont emparés pour une troisième fois d'un camion-remorque chargés d'amortisseurs. Les policiers ont suivi le lourd véhicule jusqu'à un entrepôt situé au 312, rue Laurendeau, à Montréal-Est.

À cet endroit, les policiers ont retrouvé la presque totalité des pièces d'automobiles volées lors des deux vols précédents ainsi que celui perpétré en soirée vendredi et deux remorques volées, ainsi que le tracteur ayant servi à les tracter les remorques.

**Démenti de la nouvelle voulant que les agents de surveillance du métro rejoignent la police de la CUM**

ÉRIC TROTTIER

Le président de la Société de transport de la CUM Yves Ryan et le vice-président de la commission de la sécurité publique de la CUM Peter Yeomans ont démenti hier soir une nouvelle selon laquelle les 160 agents de surveillance du métro seraient intégrés au service de police de la CUM au début de 1998.

« À ce que je sache, cette question est de notre juridiction et elle a été réglée. Il y a un mois, nous avons décidé de conserver le statu quo pour encore trois ans », a déclaré à La Presse Yves Ryan. « C'est faux ; cette nouvelle est sans fonde-

ment », a dit pour sa part Peter Yeomans.

Le réseau de télévision Quatre Saisons révélait à son bulletin de nouvelles de fin de soirée que le directeur du service de sécurité du métro Pierre-André Duchesneau a envoyé jeudi à ses 160 agents de surveillance une lettre leur annonçant qu'une entente de principe a été conclue avec le service de police de la CUM, dirigé par le frère de Pierre-André, Jacques Duchesneau, et que des négociations intensives devraient permettre de faire le transfert avant janvier 1998.

Selon TQS, l'entente prévoit que

les agents de surveillance du métro qui ne veulent pas changer d'employeur seront affectés à de nouvelles tâches à la STCUM.

Mais le président de la STCUM était imperturbable, hier soir : « Cette lettre ne peut pas provenir de la direction de la STCUM, puisque nous avons endossé le rapport du groupe de travail formé par le comité exécutif de la CUM qui nous recommandait de conserver le statu quo pour trois ans. À mon avis, des gens ont voulu faire évoluer le dossier en diffusant cette lettre, mais ça ne peut provenir de la STCUM. »

Le vice-président de la commis-

sion de la sécurité publique de la CUM a été tout aussi clair : « Ça m'étonnerait qu'une telle décision soit prise sans que nous ayons été mis au courant... »

Selon M. Yeomans, le nouveau directeur général de la STCUM, Jacques Fortin, « doit nous faire un rapport sur ce dossier d'ici deux ou trois semaines ».

Quant au présumé auteur de la lettre, Pierre-André Duchesneau, il a refusé hier de répondre aux questions de La Presse, se contentant de faire dire par un relationniste de la société de transport qu'il allait rencontrer les médias, demain, pour faire le point sur le dossier.

**Un voyage sous la pluie**

GEORGES LAMON

À La Ronde on assiste au défilé des parapluies et des impers. Le dernier cri : les impers transparents et teintés à 4,55 \$ se vendent comme des petits pains dans les boutiques.

Les milliers de spectateurs sur le périmètre de La Ronde dont 9000 seulement à La Ronde même — la plus faible assistance depuis le début de la saison — ont néanmoins apprécié la luminosité que l'humidité de l'air ajoute aux couleurs. Mais après les rideaux d'eau on a eu droit à un rideau de fumée.

Les artificiers de la firme néerlandaise JNS Pyrotechniek ont démontré, hier soir, que leur réputation n'était pas surfaite.

Leur voyage autour du monde en 30 minutes a entraîné la centaine de milliers de spectateurs autour du périmètre de La Ronde dont le parc d'attractions même, dans une course effrénée contre la montre.

Un spectacle monté dans le style d'une bande dessinée où l'on a mis beaucoup l'accent sur la technique en négligeant la magie des feux eux-mêmes.

Dès le départ les spectateurs ont été emportés dans un tourbillon de fontaines blanches. D'ailleurs les Néerlandais ont très bien exploité la rive du lac des Dauphins. L'histoire racontée tout au long de ce tour du monde encombrait malheureusement le spectacle.

Un texte ne doit-il pas laisser la place à l'imagination ? On a aussi oublié que même si l'anglais est la langue internationale, Montréal demeure une ville francophone. Il reste que malgré certains petits ratés, le spectacle des Néerlandais s'est bien démarqué côté technique. Et en particulier par un dosage parfait des couleurs et des tableaux.

En tirant le 107<sup>e</sup> feu depuis 1985 de « L'International Benson & Hedges » les représentants des Pays-Bas ont réussi, une fois encore, à soulever les amateurs qui en redemandent toujours.

Premiers à vraiment utiliser les effets multimédias, les artificiers néerlandais ont su exploiter à bon escient les écrans d'eau et le laser. Une belle tentative que le départ de la fusée au quatrième tableau.

**Ligne rencontre**  
**CKOI** **La Presse**

Pour répondre aux annonces publiées dans le cahier Sortir de La Presse chaque jeudi ou pour écouter les centaines de profils personnels, composez le

**1 900 870-CKOI**

\*Des frais de 1,98\$ la minute seront portés à votre compte de téléphone

Le service est offert 24 heures sur 24 à l'adresse aux 18 ans et plus



**GRATUIT**

Annonce vocale

Publication dans le cahier Sortir de La Presse chaque jeudi

Le service tête-à-tête pour les femmes

Appelez simplement au 514-285-CKOI

**2 5 6 4 TOUT EST POSSIBLE!**

Politique

# Charest affirme que Chrétien a cédé à la panique en s'adressant à la Cour suprême

VINCENT MARISSAL  
du bureau de La Presse, OTTAWA

Le gouvernement Chrétien a cédé à la panique en remettant entre les mains de la Cour suprême le dossier politique de l'avenir du Québec, jetant du coup le discrédit sur le plus haut tribunal du pays, accuse le chef du Parti conservateur Jean Charest.

Allié incontournable du premier ministre Chrétien contre les souverainistes, Jean Charest porte un jugement très sévère sur les initiatives de celui qui lui a déjà demandé, sans détour le soir même des élections d'être à ses côtés pour le prochain combat référendaire.

Jean Charest ne s'en est jamais caché, il n'approuve absolument pas le renvoi de la question de la souveraineté du Québec devant la Cour suprême. Dans une entrevue

accordée à La Presse dans l'agitation de l'arrivée à Ottawa du nouveau caucus conservateur, M. Charest en remet, laissant clairement entendre que Jean Chrétien ne peut compter sur son appui comme si c'était une chose entendue.

Certainement pas du moins en ce qui a trait au renvoi devant la Cour suprême, une démarche inutile et lourde de conséquences, dénonce-t-il.

« Le gouvernement a sous-con-

tracté ses responsabilités politiques à la Cour suprême et je crains que la Cour suprême n'en paye le prix sur le plan de sa crédibilité, indique le chef conservateur. On aura politisé la Cour, on l'aura forcée à s'immiscer au milieu d'un débat politique. »

Le premier ministre Chrétien a manqué de jugement dans cette affaire, croit Jean Charest, qui ne partage pas du tout le sentiment d'urgence du gouvernement libéral. « Les références (en Cour suprême) doivent être utilisées avec beaucoup de précautions, dit-il. Les gouvernements, fédéral ou provinciaux, doivent utiliser les références pour des raisons exceptionnelles, ce qui n'est pas le cas. »

Jean Charest dit retrouver aujourd'hui au Québec, le climat de 1984, « au moment où les gens

cherchaient autre chose que les affrontements. Le mouvement que nous avons amorcé va se poursuivre », avance-t-il.

La Cour suprême n'apprendra rien de neuf aux Canadiens quant à la légalité d'une éventuelle souveraineté du Québec, affirme M. Charest, qui persiste à dire que la question n'est pas juridique mais politique.

« La Cour peut peut-être nous surprendre avec un peu de créativité, elle l'a fait en 1981, mais sur le fond, rien de nouveau, explique-t-il. On va en payer le prix, parce que le gouvernement péquiste n'aura d'autre choix que de discréditer le jugement de la Cour, c'est donc dire qu'une institution très importante sera sur la place publique. C'est déjà fait. »

En s'engageant dans cette voie,

Jean Chrétien donne des arguments aux souverainistes et plante le décor dont ils rêvent pour le prochain référendum, dénonce Jean Charest.

« Ça (le jugement) risque de devenir l'occasion pour M. Bouchard de retourner en référendum. On n'est pas naïfs, il risque d'y voir une occasion. »

Cette hypothèse a aussi été évoquée cette semaine par le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, dans une entrevue à La Presse. Contrairement au chef conservateur, M. Dion ne craint pas l'effet « backlash » du renvoi en Cour suprême, convaincu que les « Québécois aiment que les choses soient claires ».

## Le chef du « cinquième parti » n'a pas l'intention de jouer un rôle de figurant

VINCENT MARISSAL  
du bureau de La Presse, OTTAWA

Les conservateurs sont de retour aux Communes, mais avec quatre autres partis sur la scène, il ne leur reste pas beaucoup de place. Le chef du « cinquième parti », comme l'appelle déjà Preston Manning, n'a toutefois pas l'intention de jouer un rôle de figurant.

Le chef conservateur a voulu donner le ton dès la formation de son cabinet en nommant Peter McKay, un député du Nouveau-Brunswick, au poste de leader, et non Elsie Wayne, celle qui vient de traverser le désert avec lui au cours des quatre dernières années.

« La personne qui occupera ce poste devra se mesurer aux parlementaires les plus expérimentés au

Canada, dont Bill Blaikie du NPD et Don Boudria appuyé par le vice-premier ministre Herb Gray », explique M. Charest à La Presse.

M. McKay, un jeune avocat de 31 ans qui a plaidé plusieurs fois devant jury, est voué à un « brillant avenir politique », avance Jean Charest. Quant à Mme Wayne, le poste de présidente du caucus est « taillé sur mesure pour elle », ajoute M. Charest.

Absent des Communes depuis quatre ans, Jean Charest s'en promet à la rentrée de septembre. « Comme chef de parti, j'ai maintenant un droit de réplique aux déclarations du gouvernement, ce que je n'avais pas avant, et puis nous aurons notre question. »

Favorables à l'idée de prolonger la période des questions, les conservateurs voudraient aussi être membres du bureau de la régie interne, le comité qui gère, avec le président de la Chambre, les ressources. M. Charest espère que les libéraux se rappelleront que le gouvernement conservateur de 1984 avait accepté de réduire son budget de recherche au profit des partis d'opposition.

Les libéraux ont le gros bout du

bâton, admet Jean Charest. « Mais, ajoute-t-il, il n'y a rien de pire en politique que de mettre ses adversaires dans une situation où ils n'ont rien à perdre. »

« Je pense que les libéraux seront plus accommodants, parce que quatre ans, c'est long. Je peux déjà vous prédire qu'un député libéral qui est un peu futé et qui voudrait avoir un projet dans son comté pourrait tomber malade souvent (et ne pas être à la Chambre des communes). Les députés vont soudainement découvrir leur pouvoir de négociation. »

Les conservateurs aussi exercent un certain pouvoir, croit Jean Charest. « Ça peut être utile, parfois pour un gouvernement, d'avoir un vote unanime », dit-il.

Le chef conservateur n'exclut aucune alliance possible en Chambre, que ce soit avec le gouvernement, ou même le Reform ou le Bloc, mais il se dit conscient des risques.

« Nous déciderons des dossiers au mérite selon notre grille d'analyse, dit M. Charest. Il faut être prudent avec ça, l'expérience nous apprend que dans l'esprit du public, les alliances ne sont pas toujours bien comprises. »

En plus de reprendre du poil de



Jean Charest n'entend pas jouer un rôle de figurant aux Communes.

la bête auprès de l'électorat, le Parti conservateur a aussi marqué des points sur la scène nationale, affirme Jean Charest. Pour preuve, enchaîne-t-il, les premiers ministres des provinces reprendront la formule avancée dans la plate-forme électorale des conservateurs de co-gestion fédérale-provinciale dans le domaine de la santé.

Toutes les provinces, sauf le Québec, s'intéressent à la formule, affirme Jean Charest, qui dit le te-

nir des ministres des Affaires intergouvernementales de plusieurs provinces.

Visiblement, Jean Charest savoure sa petite victoire. En attendant mieux.

« Manning a consolidé ses acquis dans l'Ouest, dit-il, mais on apprend par l'expérience du Bloc qu'un parti régional a beau se consolider, si son argument principal est d'être une force régionale, il a de la difficulté à maintenir le fort. »

**loto-québec**

**Millions POSSIBLES**

1 Pontiac Sunfire décapotable

Tirage du 97-06-21 **2510801**  
(numéros non décomposables)

97-06-01	2645156	97-06-11	2078763
97-06-02	2194763	97-06-12	2427884
97-06-03	1508477	97-06-13	1513527
97-06-04	2644664	97-06-14	2071139
97-06-05	2172200	97-06-15	1343986
97-06-06	2234717	97-06-16	1550344
97-06-07	2475444	97-06-17	2736297
97-06-08	1743173	97-06-18	2698916
97-06-09	1245280	97-06-19	1779272
97-06-10	1743345	97-06-20	2620480

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Une voiture à l'enjeu chaque jour, du 1<sup>er</sup> au 29 juin

**DIRECTEMENT DE L'ENTREPÔT**

**TOUT POUR LA SALLE DE BAIN**

**HAUT DE GAMME**

- Robinets, plus de 25 modèles, 300 en stock
- Douches
- Lavabos encastrés ou sur pied
- Vanités, toutes les grandeurs, fini thermo-plastique, 1 500 en stock
- Tous les accessoires, porte-savon, porte-serviettes, etc.
- Baignoires thérapeutiques, à tourbillon ou régulières, plus de 125 en stock

Noms tels que, *Michel Robichaud, Dallas, Alcôve, Laufen, Ranger, J.L. Baril*, etc.

**RABAIS MINIMUM DE 50%**

Ouvert dimanche et lundi de 10 h à 15 h  
**TRANSIT (514) 928-1616**  
576, boul. Guimond, Longueuil

**loto-québec**

**Canco** Tirage du 97-06-21  
**10 15 16 20 21**  
**22 30 33 35 36**  
**38 39 44 50 51**  
**52 53 55 63 65**

**Quotidienne** Tirage du 97-06-21  
**3 4**  
**497 7961**

**Extra** Tirage du 97-06-20  
**NUMÉRO: 924329**

**Extra** Tirage du 97-06-21  
**NUMÉRO: 827123**

**649** Tirage du 97-06-21  
**17 21 25 26 33 48**  
Numéro complémentaire: **3**

**SELECT** Tirage du 97-06-21  
**3 17 23 30 32 42**  
Numéro complémentaire: **24**  
**MISE-TÔT 27 31 37 42**  
GAGNANTS: 45, LOTS: 1 111,10

**SUPER 7** Tirage du 97-06-20  
**17 18 29 32 33 39 43**  
Numéro complémentaire: **24**  
Ventes totales: 8 499 050,00 \$  
Prochain gros lot (approx.): 10 000 000,00 \$  
Prochain tirage: 97-06-27

GAGNANTS: 6/6 0, 5/6+ 0, 5/6 24, 4/6 1 054, 3/6 15 769  
LOTS: 1 000 000,00 \$, 12 709,10 \$, 882,60 \$, 37,50 \$, 5 \$

GAGNANTS: 7/7 0, 6/7+ 0, 6/7 59, 5/7 3 066, 4/7 66 904, 3/7+ 63 033  
LOTS: 9 000 000,00 \$, 161 133,80 \$, 2 389,70 \$, 164,20 \$, 10 \$, 10 \$

Ventes totales: 00 000 000,00 \$  
Prochain gros lot (approx.): 0 000 000,00 \$

Ventes totales: 562 621,00 \$  
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**VENEZ CÉLÉBRER LA FÊTE NATIONALE**

Au **Vieux-Montréal, comme avant!**

Table d'hôte de la Saint-Jean

- ♦ Potage
- ♦ Choix de salade César ou du chef
- ♦ Deux médaillons de filet mignon avec sauce chasseur au cognac
- ♦ Choix de desserts: Forêt noire, crème caramel ou mille-feuilles

**15.95 \$ p.p.** A partir du vendredi 20 juin

**RESTAURANT DU VIEUX PORT**  
39, rue St-Paul Est  
Vieux-Montréal  
Rés.: 866-3175

En vedette: Vins de la Californie

La plus vaste terrasse extérieure dans le Vieux-Montréal

**DIMANCHE 22 JUIN DE 12 H À 18 H**  
RASSIN BONSECOURS, VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

**AUJOURD'HUI DERNIÈRE CHANCE DE DÉGUSTER**

LA ROUTE DU MONDIAL DE LA BIÈRE

Tirage des 5 certificats de 150\$ chacun à un des 5 restaurants participants.

**RESTAURANT À LA BIÈRE**  
**BRUNCH DU DIMANCHE**

**MONDIAL DE LA BIÈRE**

en collaboration avec la **bières**

**SPECTACLES**  
DIMANCHE 22 18h30: Folklore: «Tradi-Son»

**LES RECETTES DU CHEF**  
TOUS LES JOURS: gastronomie à la bière avec le chef Ronald Marcotte.

**CONFÉRENCES ET ATeliers**  
TOUS LES JOURS AU BISTRO SAQ BIÈRES

**POOL PUB BLACK LABEL**

- PAVILLON DU SCOTCH
- TERRASSE AUX CHÈQUES
- BOUTIQUE

**722-9640**

MicroBoutique, LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

ADMISSION GÉNÉRALE: 75 • PLUS DE 200 BIÈRES À DÉGUSTER • DÉGUSTATIONS DE 2 À 5 COUPONS (0,60 \$ CHAQUE COUPON)

**Avis à tous nos clients**

Le mardi 24 juin 1997, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, nos bureaux seront fermés toute la journée.

**LES PETITES ANNONCES**

**La Presse**

# Vive la fête libre!

neur des fêtes, c'était Lise Payette, la plus grosse vedette de l'époque. Aujourd'hui, le président d'honneur des fêtes, c'est Jici Lauzon... Les organisateurs ont peut-être pensé qu'un animateur sans émission était plus représentatif du Québec d'aujourd'hui.

Dans les années 70, tous les chanteurs qui participaient à la fête avaient des chansons sur le pays à naître. Aujourd'hui, ce n'est plus vraiment le cas. Eric Lapointe est plus reconnu pour être un membre de la SAQ que du PQ. La seule façon de relier le grand succès de Luce Dufault *Les Soirs de scotch* au rêve nationaliste, c'est de penser qu'elle a été écrite pour Jacques Parizeau! (Je le sais, je l'ai déjà falte, mais elle est encore meilleure la deuxième fois!) Et *Call-girl* de Nanette, on ne peut pas dire que c'est une chanson à message, c'est plus une chanson à massage!

Dans les années 70, quand Gilles Vigneault a chanté *Gens du pays* pour la première fois, c'était comme s'il chantait l'hymne qu'on attendait depuis 100 ans. On l'aurait écouté toute la nuit. Mardi soir, si jamais Gilles Vigneault chante encore *Gens du pays*, ça va être comme s'il chantait *La Danse des canards*. On n'est plus capables de l'entendre!

Dans les années 70, c'était nous qui faisions le show. Aujourd'hui, on regarde passer le défilé. Pis y'a-tu quelque chose de plus plate qu'un défilé? Se mettre en ligne pour regarder un embouteillage. Une vingtaine de chars en préfini qui avancent à deux milles à l'heure. À la vitesse de la souveraineté.

Avant, la Saint-Jean, c'était la fête du peuple. Aujourd'hui, la Saint-Jean, c'est une fête d'État. Tout le problème est là. C'est quand la

Saint-Jean est devenu une fête nationale qu'elle a cessé d'être une fête révolutionnaire. Qu'elle est devenue une fête de fonctionnaires. Les gens du pays ont perdu leur tour. Le mouton du petit saint Jean-Baptiste, ce n'est plus un vrai mouton, c'est un clone. On a cloné la fête. On a cloné son esprit. On l'a récupérée. Encore quelques années, et j'ai bien peur que la Saint-Jean ne devienne une fête aussi plate que la fête du Canada. Aujourd'hui, la véritable fête du peuple, c'est le Festival de jazz. La Saint-Jazz de Baptiste. Là, le peuple se sent libre. Free comme le jazz.

Les seuls qui pourraient remettre un peu de ferveur nationaliste dans la fête de demain, ce sont les Anglais. Si Preston Manning pouvait déclarer que notre poutine n'est pas mangeable, que Jacques Villeneuve ne sait pas chauffer, que Céline Dion chante mal ou que *La Petite Vie* ce n'est pas drôle. Bref n'importe quoi qui nous insulterait au plus profond de notre fierté québécoise. Là, on descendrait dans la rue. Là on se ferait aller le drapeau. Là, on crierait Vive le Québec libre! Là, on virerait une moyenne brosse nationaliste! Toute la gang ensemble!

Pouvez-vous me dire pourquoi on a toujours besoin d'être insulté pour s'unir, pour exister? Va-t-il falloir s'inonder tous les étés pour que l'on pense à s'entraider? Va-t-on finir par être solidaires même quand il fait soleil!?

Faut juste arrêter de chialer. Moi le premier. Arrêter de vivre dans le passé. Arrêter de critiquer la fête. Et la faire. Nous-mêmes. Imaginer une Saint-Jean de l'an 2000. Inventer un nouveau pays à fêter. Au-dessus du OUI et du NON. Rêver un pays d'amour,

de tolérance, et de liberté. Un pays où tous les gens auraient la chance d'être heureux, où tous les hommes seraient égaux, où toutes les femmes seraient supérieures. Un beau pays. Ouvert à tout le monde. Fêter la Saint-Jean avec les Québécois de toutes origines. Pas seulement une fois cinq. Mais une fois cent. Une fois mille. Une fois six millions.

Je rêve d'une Saint-Jean où je verrais mes voisins juifs hassidiques se mettre des fleurs de lys dans les frisettes. Et une casquette des Expos sur la tête!

Bonne fête à TOUS les Québécois et à TOUTES les Québécoises! That's good for you too! Et vive la fête libre!



Suite à ma chronique de dimanche dernier, mon père m'a dit: « Ouais mon gars, je ne pensais pas que tu connaissais si bien ton père... » Puis, il m'a passé ma mère!

J'ai reçu aussi plusieurs témoignages de lecteurs. Voici le fax que m'a envoyé Monsieur Michel Lepage:

« Merci pour cet émouvant témoignage aux pères du Québec, au nom, je dirais, de tous les fils en mal de communication avec celui qui n'a pas apprivoisé la parole. Je vous envie d'avoir pu exprimer à votre père, en peu de mots, la place qu'il a prise dans votre vie, par son silence. Malgré son silence. J'aurais voulu faire lire cet article au mien. Je me contenterai de lui en murmurer quelques mots, tout à l'heure, devant sa pierre tombale. Peut-être, alors que son silence prendra-t-il tout son sens. Merci. »

J'en suis resté... silencieux.



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

J'ai tout essayé. Ça fait une semaine que j'écoute seulement du Claude Gauthier et du Raoul Duguay. J'ai tissé un drapeau du Québec en macramé. J'ai fait agrandir mon poncho. J'ai fait brûler du québécois pour retrouver l'odeur. Je me suis même peinturé une fleur de lys sur la bédaine. Mais j'ai eu peur que Jacques Villeneuve me rentre dedans. Alors je me suis décapé la bédaine.

Malgré toutes mes bonnes intentions, il n'y a rien à faire. Ce n'est plus comme avant. Ce ne sera plus jamais comme avant.

Dans les années 70, la Saint-Jean, c'était la fête de la liberté. Le peuple envahissait la montagne. Un peu plus haut, un peu plus loin. Aujourd'hui, la Saint-Jean, c'est une fête obligatoire. On fête ça dans un parc. Un peu moins haut, un peu moins loin.

Dans les années 70, la présidente d'hon-

## Sainte-Justine, malgré la réforme

SONIA SARFATI

Les services de nuit à la pouponnière sont depuis trois semaines chose du passé à l'hôpital Sainte-Justine, en tout cas pour les nouvelles mamans et les bébés dont l'état de santé le permet.

Et si, à l'hôpital, on préfère parler « d'élargissement de la cohabitation à 24 heures afin de favoriser le lien mère-enfant », comme l'indique la pédiatre Anne-Claude Bernard-Bonin, plusieurs mères s'inquiètent de cette nouvelle formule. Pour des questions de sécurité, et pour des raisons de bien-être personnel.

Ainsi Marie-Josée Gariépy, qui a accouché de son deuxième enfant en avril — donc, avant la réforme —, a trouvé que, déjà, elle avait eu bien peu de temps pour se reposer en ayant son bébé dans sa chambre de 7 h 30 à 15 h 30 (comme cela se fait depuis plusieurs années à Sainte-Justine).

« Au premier enfant, je sais qu'on a hâte de sortir et qu'on veut avoir le bébé avec nous tout le temps. Mais au deuxième, on sait ce qui nous attend et on veut dormir », affirme-t-elle. Mais elle ajoute que si elle avait un troisième enfant, elle opérerait encore pour Sainte-Justine. Pour la qualité des services et malgré la réforme.

Le docteur Pierre Gaudreault, urgentologue à Sainte-Justine, a pour sa part indiqué que l'Association des pédiatres du Québec, dont il est le président, n'a pas encore pris position au sujet de l'élargissement de la cohabitation mère-enfant à 24 heures.

« Par contre, personnellement, je crois qu'il existe un « coût » pour les mères dans une telle formule », a-t-il dit. Et pour les nouveau-nés, qui sont entre autres en contact avec tous les visiteurs que reçoivent les mères? « Pour l'instant, nous n'avons eu vent d'aucun problème majeur. Mais, vraiment, nous n'avons pas encore assez de

recul pour nous prononcer », a-t-il répété. Il rappelle ici que l'Association des pédiatres avait pris position contre les congés précoces des mères et des nouveau-nés, quand le séjour post-partum est passé à 48 heures pour un accouchement vaginal, à quatre jours pour un accouchement par césarienne.

Et comme à cela s'ajoute la cohabitation élargie à 24 heures — qui est de plus en plus répandue : à Saint-Luc, elle devrait être réalité d'ici deux ans — le médecin ne se surprend pas du fait qu'à Sainte-Justine, plusieurs infirmières qui prendront leur retraite le 1<sup>er</sup> juillet songent à ouvrir un service d'aide aux nouveaux parents. Un service privé, s'entend.

Depuis trois semaines, donc, les bébés qui naissent à Sainte-Justine sont installés, quatre heures après leur naissance, dans la chambre de leur mère. Chambre où peuvent cohabiter jusqu'à quatre nouvelles mamans... et autant de nouveau-nés s'éveillant à des heures différentes.

Cela, contrairement à la Cité de la Santé de Laval où la cohabitation existe depuis trois ans mais où les bébés sont placés dans des minipouponnières adjacentes à la chambre de la mère et dont les vitres donnent aussi sur le couloir.

« Si la mère veut dormir, elle ferme la porte de la pouponnière et les infirmières de garde, qui peuvent voir l'enfant de leur poste, s'en occupent pour la nuit », explique Suzanne Harvey, infirmière-chef du module mère-enfant de la Cité de la Santé.

Dans cet hôpital, on estime à 85 % le taux de satisfaction face à ce système. À Sainte-Justine, l'évaluation du programme n'a pas encore été faite auprès des femmes qui viennent d'accoucher. La première impression qui se dégage est toutefoits une de satisfaction, affirme Pauline Turpin, directrice des opérations de l'hôpital.



PHOTO PASCAL SIMARD, La Presse

Linda Allen et son fils, Ian, et Rénelle Leblanc posent près de la voie ferrée du CN où foisonne l'herbe à poux.

## Allergique aux érables

SONIA SARFATI

« Moi, je suis allergique aux érables. Alors, est-ce qu'on va devoir couper tous les érables de la ville? »

C'est ainsi, raconte Linda Allen, que lui a répondu un inspecteur municipal de Deux-Montagnes lorsqu'elle s'est plainte de la présence de nombreux plants d'herbe à poux sur l'emprise de la voie ferrée du Canadien National qui passe près de sa maison.

Or Mme Allen souffre de nombreuses allergies et est asthmatique. Comme Ian, son fils de cinq ans, que, l'été dernier, elle a dû conduire une fois par semaine à l'hôpital afin qu'on lui administre de l'oxygène.

Le voir ainsi, peinant à respirer sous le masque à oxygène, lui fait craindre l'arrivée des beaux jours : de la fin du mois de juillet jusqu'à la fin du mois d'août, l'enfer va re-

commencer pour son enfant et pour elle.

Même chose pour sa voisine, Rénelle Leblanc, qui a acheté au printemps 96 une maison dont la cour arrière donne directement sur l'emprise de la voie ferrée. Mme Leblanc est, elle aussi, allergique à de nombreuses substances. Elle a découvert l'été dernier que le pollen de l'herbe à poux faisait partie du nombre.

« De la fin du mois de juillet au début du mois de septembre, j'ai dû garder les portes et les fenêtres de la maison fermées, dit-elle. J'étais tellement malade que j'en vomissais... lorsque je n'étais pas assommée par les médicaments que je prenais. »

Bref, elle appréhende l'arrivée du mois de juillet. Surtout qu'elle estime que les plants d'herbe à poux sont actuellement quatre fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient l'an dernier à la même époque.

Voyant cela, elle a encore une

fois cherché de l'aide auprès de sa municipalité, du CN — « Là, ils ont ri de moi... et pas à peu près », souligne-t-elle —, et de la direction de la santé publique et de l'Agence métropolitaine de transport. « Si les choses ne bougent pas, je vais vendre ma maison », affirme Mme Leblanc.

Mais les choses pourraient bouger bientôt, a assuré hier à *La Presse* le conseiller municipal Daniel Boivin, qui s'est dit étonné et choqué de la manière dont les plaignantes se sont fait répondre à l'hôtel de ville. Dès lundi, il va se pencher sur ce dossier.

« La question a été soulevée la semaine dernière lors de la réunion de notre Commission d'environnement, a-t-il indiqué. Nous avons un règlement municipal concernant les mauvaises herbes, mais rien de précis sur l'herbe à poux. Nous allons y voir et contacter le CN pour qu'ils prennent leurs responsabilités. »

Des rabais épatants pour la St-Jean... cette semaine seulement!

Geo Metro

9 924 \$

(Taxes et transport en sus, préparation incluse!)



Rég: 12 145 \$

Modèle 3 portes  
Sacs gonflables (2)  
Essuie-glace intermittent  
Glaces teintées  
Tapis protecteurs  
Miroir ajustable  
Mouloirs latéraux  
# stock: 70042

Cavalier Z22 97

13 997 \$

(Taxes et transport en sus, préparation incluse!)



Rég: 15 290 \$

Modèle 2 portes  
Sacs gonflables (2)  
Ailerons arrière  
Freins ABS  
Essuie-glace intermittent  
Mouloirs latéraux  
# stock: 70376

Financement disponible à

3,9%

sur la plupart des modèles (24 à 48 mois)

Achieva SL

18 205 \$

(Taxes et transport en sus, préparation incluse!)



Rég: 23 660 \$

Sacs gonflables (2)  
Miroirs électriques  
Essuie-glace intermittent  
Climatisation  
Volant inclinable  
Freins ABS  
Moteur V6 3.1L  
# stock: 71004

250 véhicules en inventaire  
Rabais pour diplômés de 750 \$!

**Le Relais**  
CHEVROLET • OLDSMOBILE

9411, avenue Papineau (au nord de la Métropolitaine, tout près de Laval) 384-6380

# Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

## Capturé, Pol Pot sera jugé

d'après AP et AFP PHNOM PENH

Les deux co-premiers ministres cambodgiens, Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh, ont confirmé hier à Phnom Penh la capture de l'ancien chef des Khmers rouges Pol Pot, responsable de la mort de près de deux millions de Cambodgiens entre 1975 et 1979.

La radio clandestine des Khmers rouges avait annoncé à deux reprises cette semaine que le « frère Nol » avait été fait prisonnier par ses anciennes troupes, qui l'encerclaient depuis une semaine dans le nord du pays, près de la frontière thaïlandaise. Mais ces informations n'avaient alors pas été confirmées officiellement.

Le prince Ranariddh, fils du roi Sihanouk, a précisé que Pol Pot, 69 ans, serait transféré dans la capitale et que son pays demanderait à l'ONU la constitution d'un tribunal international pour le juger. « Pol Pot est un criminel contre l'humanité. Mais je dois dire que nous lui devons un procès équitable », a ajouté le prince. Le Cambodge

n'applique pas la peine de mort. « Hun Sen et moi sommes d'accord pour estimer qu'avec la capture et l'arrestation de Pol Pot, il s'agit de la fin des Khmers rouges, tant politiquement que militairement », a déclaré le prince au côté de Hun Sen devant la résidence d'État de Cham Mon à Phnom Penh. « C'est un cadeau pour le Cambodge », a renchéri un Hun Sen souriant.

Selon le prince Ranariddh, Khieu Sampan, ancien chef khmer rouge passé à la dissidence et que Pol Pot aurait pris en otage, était sous surveillance à Anlong Veng, dernier bastion de Pol Pot près de la frontière thaïlandaise. L'arrestation du chef des Khmers

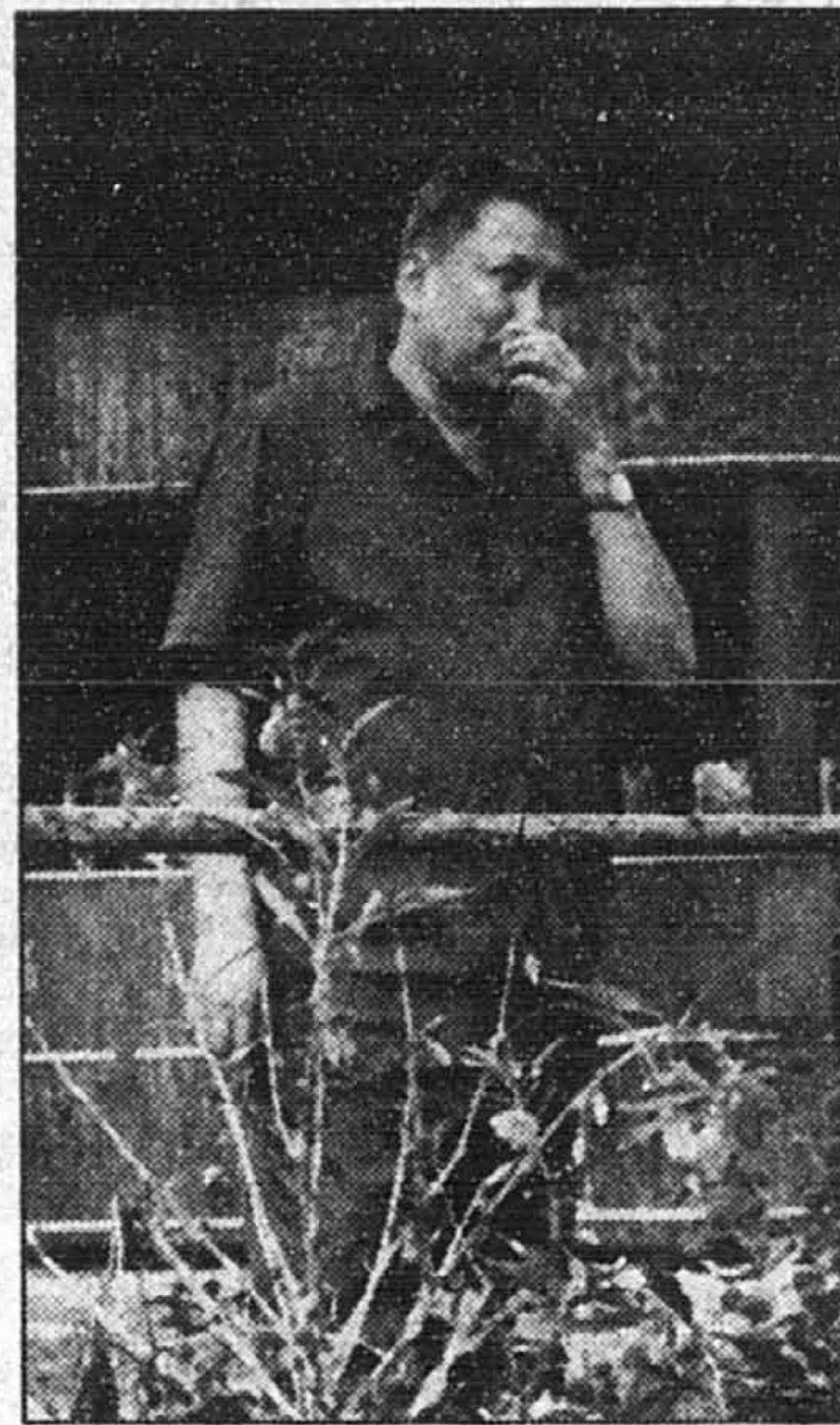


Photo de Pol Pot, prise à une date indéterminée.

rouges peut signifier un nouveau départ pour le pays mais risque aussi d'entraîner de nouvelles divisions entre ses dirigeants, selon plusieurs diplomates.

Un tribunal international pourrait amener l'apaisement aux Cambodgiens qui ont tant souffert pendant le génocide mené par les Khmers rouges de 1975 à 1979. Mais si Pol Pot est échangé pour permettre aux autres responsables khmers rouges d'échapper à la justice, le prix à payer serait alors trop élevé.

Cette guérison du pays pourrait également être retardée par les machinations politiques des chefs rebelles encore en place et des deux co-premiers ministres qui ont toujours été en compétition pour s'attribuer le soutien des guérilleros repentis.

Hun Sen et son parti, le Parti du peuple cambodgien (ex-communiste) s'était fortement opposé aux dernières négociations avec les dirigeants khmers rouges, menées par le parti royaliste Funcinpec du prince Ranariddh.

### TURQUIE Yilmaz propose

Le nouveau premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a proposé hier à sa rivale conservatrice Tansu Ciller de faire partie du gouvernement de coalition qu'il dirigera, bien que M<sup>me</sup> Ciller ait exclu la veille toute coopération avec lui. « Je propose un partenariat de coalition au Parti de la



Tansu Ciller

Juste Voie » (DYP, droite), le parti de M<sup>me</sup> Ciller, a déclaré M. Yilmaz lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'issue d'une réunion de son parti, le Parti de la Mère Patrie (Anap, droite). Le chef de gouvernement désigné ne dispose en effet pas d'une majorité à l'assemblée et a impérativement besoin du soutien de M<sup>me</sup> Ciller — qu'il espère rencontrer mardi — ou de la défection d'une dizaine de députés du DYP. Il avait été préféré vendredi par le président Süleyman Demirel à M<sup>me</sup> Ciller, coupable de s'être alliée avec les islamistes du premier ministre sortant Necmettin Erbakan, que la puissante armée turque ne veut plus voir au pouvoir.

d'après AFP

### CONGO Force interafricaine

Le Conseil de sécurité de l'ONU a franchi hier une première étape dans l'examen d'un déploiement éventuel d'une force interafricaine au Congo, en autorisant la tenue de « consultations préliminaires » avec les responsables africains qui ont proposé de participer à cette force. Les combats au Congo ont commencé le 5 juin quand les forces armées alliées au président Pascal Lissouba ont encerclé la maison de l'ancien chef de l'État Denis Sassou N'Guesso, qui dirige les troupes rebelles, pour tenter de désarmer sa milice privée, alors qu'un scrutin présidentiel était prévu pour le 27 juillet. Selon le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, la présence de jusqu'à 1800 soldats, ainsi que de 40 à 50 observateurs militaires de l'ONU, sera nécessaire pour assurer la sécurité de l'aéroport de Brazzaville et la mise en oeuvre du cessez-le-feu, ainsi que stabiliser la situation avant les présidentielles.

d'après AFP

### CENTRAFRIQUE Tirs à Bangui

Des tirs intermittents se poursuivaient hier soir à Bangui, où les accrochages entre la force africaine de maintien de la paix et les soldats rebelles de l'armée centrafricaine ont fait au moins 11 morts depuis vendredi. Un obus de mortier est tombé devant l'entrée de l'ambassade de France : sept personnes ont été blessées parmi le personnel français et centrafricain, mais une seule serait sérieusement touchée, a indiqué le Quai d'Orsay.

d'après AFP

### KARABAKH Appel du G8

Les États-Unis, la Russie et la France ont présenté lors du sommet du G8 à Denver un plan visant à régler le conflit du Haut-Karabakh opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Le plan appelle l'Arménie à reconnaître l'enclavement comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, et exhorte les autorités de Bakou à accorder une plus grande autonomie au Haut-Karabakh. L'ensemble du plan a été approuvé vendredi par Bill Clinton, Boris Eltsine et Jacques Chirac, précise Moscou. Quelque 15 000 personnes ont été tuées lors des affrontements qui ont commencé en 1988 dans le Haut-Karabakh, une enclave peuplée à majorité d'Arméniens en Azerbaïdjan. Les troupes séparatistes soutenues par l'Arménie ont délogé les forces azerbaïdjanaises de l'enclave et se sont emparées du contrôle de certains territoires azerbaïdjanais. Une trêve signée en 1994 a formellement mis fin au conflit, mais les négociations stagnent.

d'après AP



PHOTO REUTERS

## Pour une Jérusalem double capitale

Des centaines d'Israéliens et de Palestiniens ont défilé ensemble hier à Jérusalem sur le thème « deux capitales pour deux États (israélien et palestinien) ». Le cortège était organisé par « Jérusalem Link », une organisation réunissant des Israéliens de gauche et des Palestiniens. Le concert de la chanteuse de rock irlandaise Sinead O'Connor, prévu à l'issue du défilé, avait été annulé lundi dernier à la suite de menaces de mort lancées par des extrémistes de droite israéliens.

## Une voiture explose à Belfast, blessant deux républicains

d'après AFP BELFAST

Trois personnes, dont deux hommes politiques républicains, ont été hospitalisées après l'explosion d'une voiture hier dans le centre de Belfast, selon la police.

À Denver (Colorado), le premier ministre britannique, Tony Blair, a qualifié cette explosion, la première survenue dans le centre de Belfast cette année, d'« acte de terrorisme effroyable », avant une entrevue avec le président Bill Clinton consacrée à la situation en Ulster, à l'occasion du Sommet des Huit.

« Ce qui est essentiel, c'est que Sinn Féin et tout le monde réalisent que s'ils veulent participer (au) processus » de paix dans la province britannique, « ils doivent avoir recours à des méthodes purement démocratiques », a-t-il déclaré à la presse en présence de M. Clinton, sans toutefois dire clairement qui il rendait responsable de l'explosion.

Sinn Féin est la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), un mouvement armé qui réclame la réunification de l'Irlande.

De son côté, le premier ministre irlandais, John Bruton, a condamné hier cet attentat et a déclaré dans un communiqué que « de tels actes servent à approfondir les divisions et à séparer les gens, et s'inscrivent dans le cadre d'une démarche nihiliste. » « C'est du mal à l'état pur », a-t-il ajouté.

L'explosion de la voiture, survenue dans Claremont Street face à l'hôpital municipal, n'avait pas été revendiquée en début de soirée, mais les forces paramilitaires loyalistes sont suspectées d'être responsables de l'attentat, selon des sources policières.

L'hypothèse d'un officier de police, selon laquelle un explosif de nature encore non déterminée aurait été accidentellement mis à feu alors qu'il était transporté dans le véhicule à travers la ville, a été minimisée par la police.

En dépit d'un cessez-le-feu officiel, la position des loyalistes soulève des interrogations à la suite de plusieurs attaques menées récemment contre des catholiques et des nationalistes.

Les deux républicains hospitalisés, dont l'un serait membre du Parti socialiste républicain irlandais (IRSP) — l'aile politique de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA), un groupe terroriste dissident de l'IRA —, ont été légèrement blessés par l'explosion du véhicule à bord duquel ils circulaient. Le troisième blessé était un passant et non un passager du véhicule comme il fut annoncé auparavant.

Selon un officier de police, les trois hommes ont été acheminés, sous bonne garde, à l'hôpital, dans l'attente de leur interrogatoire par la police. Selon certaines informations, les deux républicains seraient sortis de la voiture après une explosion de faible puissance, suivie d'une explosion plus forte lorsque le réservoir a pris feu.

Un porte-parole de la police d'Irlande du Nord (RUC) a indiqué que l'explosion ne semblait pas avoir été très forte et qu'il ignorait pour l'instant si elle avait fait des dégâts, hormis le véhicule. Les forces de sécurité ont bouclé le secteur autour du véhicule qui a brûlé.

Par ailleurs, la proposition faite au Sinn Féin de se joindre aux négociations de paix en Irlande du Nord était à l'examen depuis trois jours quand des membres de l'IRA ont abattu lundi deux policiers en patrouille à Lurgan.

### REPÈRES / Bosnie

## Les lenteurs de la reconstruction

Sylvie Groult de l'Agence France-Presse, SARAJEVO

Manque d'argent, obstacles politiques : la Bosnie-Herzégovine d'après guerre souffre des lenteurs de la reconstruction.

Pour la cinquième fois vendredi, la conférence des pays donateurs, qui devait se tenir la semaine prochaine à Bruxelles pour débloquer près de 1,5 milliard et demi de dollars d'aide internationale, a été reportée. Aucune nouvelle date n'a été fixée.

Sur le terrain, tout témoigne du très long chemin encore à parcourir.

Un an et demi après le retour de la paix, le centre de Sarajevo a presque retrouvé le visage d'une capitale ordinaire, fourmillant d'activité sous le soleil : embouteillages, va-et-vient incessant des tramways, terrasses de cafés bondées.

Pourtant tout près de là, aux abords de l'ancienne ligne de front, les façades éventrées et les immeu-

bles à demi calcinés témoignent des souffrances de la ville, affamée et bombardée pendant trois ans et demi de siège. Pire encore, les campagnes bosniaques alignent des images sans fin de ruines et de désolation.

La dernière conférence des donateurs, en avril 1996, avait réussi à mobiliser 1,8 milliard de dollars pour aider la Bosnie. L'argent, canalisé par la Banque mondiale, a été affecté à de multiples secteurs : logement, aide aux entreprises, réseau routier, relance de l'activité agricole, etc.

Il faut aujourd'hui environ deux heures en voiture pour relier Sarajevo à Mostar, 130 km plus au sud.

« Cinq ponts ont été remis en état, les nids de poule ont disparu et le temps du trajet a été divisé par trois », souligne Patrice Dufour, porte-parole de la Banque mondiale.

Mais, loin de ces chantiers déjà menés à terme, la Bosnie d'après guerre pense à grand-peine ses blessures. Sur le marché de Grbavica, l'un des quartiers de Sarajevo pris par les Serbes de Bosnie pen-

dant la guerre puis repassé sous l'autorité de la Fédération croato-musulmane au printemps 1996, une infirmière de 44 ans, Senija, raconte comment, après quatre ans d'exil forcé, elle a dû réparer à ses frais, sans recevoir la moindre subvention, son appartement pillé.

« Il n'y avait plus de portes, plus de radiateurs, plus d'encadrements de fenêtres. Les Serbes avaient tout emporté. Je n'ai demandé d'argent à personne car je ne savais pas à qui m'adresser. Les autorités locales ne nous ont donné que des matelas », raconte cette femme. « C'est l'espoir qui m'a aidé à survivre. Alors j'espère toujours, mais je ne sais ni d'où ni quand viendra cette aide ».

Freiné par l'insuffisance des fonds, le manque d'information à l'adresse de populations désespérées, la défaillance des structures locales et la méfiance des investisseurs étrangers, l'immense chantier de la reconstruction de la Bosnie, et avec lui la consolidation de la paix, se heurte aussi aux clivages politiques et ethniques qui divisent le pays.

Dernière en date de ces péri-

ties, le refus des Serbes de Bosnie d'adopter définitivement une série de lois économiques qui devraient créer le cadre d'une économie commune aux deux entités, la Fédération croato-musulmane et la Republika Srpska.

Ce blocage a entraîné un nouveau report de la conférence des pays donateurs, qui était prévue les 24 et 25 juin à Bruxelles après avoir été différée quatre fois déjà, afin de mobiliser 1,4 milliard de dollars pour la reconstruction en 1997.

Et ce malgré les avertissements répétés de la communauté internationale, qui lie la poursuite de son aide financière à la mise en place des institutions communes. « L'arme de l'argent constitue la seule incitation possible envers ceux qui ne respectent pas les accords », commente un observateur étranger.

Directement visés, les Serbes de Bosnie qui n'avaient reçu l'an dernier que 3 % de l'aide étrangère et dont l'économie, minée par la politique d'isolement de leurs dirigeants ultra-nationalistes, est qualifiée par la Banque mondiale de « désastreuse » en comparaison avec celle de la Fédération.

# Amos fête son petit côté byzantin : sa grosse cathédrale

L'étonnante bâtisse a des cousins de prestige : le Kremlin, St-Pierre de Rome, Ste-Sophie d'Istanbul

CAMILLE BEAULIEU  
collaboration spéciale. AMOS

Six mille curieux visitent chaque année cet exemple unique d'architecture byzantine en Amérique du Nord, une réalisation colossale pour les 2500 paroissiens qui ont participé à son érection en pleine forêt en 1922, et dont les descendants célèbrent avec fierté cette fin de semaine les trois quarts de siècle, la vieille Dame d'Amos, la cathédrale Sainte-Thérèse-d'Avila.

S'il faut en croire les mémoires du curé fondateur d'Amos, J.O.V. Dudemaine, ces 75 années ont démarré sur un coup de tête. Dès 1914, Dudemaine s'était juré « qu'un jour je construirai une cathédrale ».

Son complice dans l'aventure, Aristide Honoré Beaugrand, architecte issu en 1906 des premiers contingents de l'École d'architecture de Polytechnique à Montréal ne jurait, lui, que par le béton, comme en fait foi une autre de ses réalisations, l'église St-Michael the Archangel (1914) à Montréal.

La cathédrale, qui fut d'abord la première église d'Amos (Sainte-Thérèse-d'Avila est devenue cathédrale sous monseigneur J. Aldée Desmarais en 1939) a été construite en béton parce que 13 églises québécoises étaient parties en fumée au cours des 15 mois précédant son érection en 1922. Et que la petite paroisse se trouvait noyée dans une mer d'épinettes.

Les 2500 paroissiens se sont donc dotés d'un temple en béton de 1200 places, de 104 pieds de haut, érigé sur une éminence ro-



La cathédrale d'Amos, exemple unique d'architecture byzantine en Amérique du Nord. Une réalisation colossale pour les 2500 paroissiens qui ont participé à son érection en pleine forêt en 1922.

cheuse, avec le grandiose comme limites et rien de moins que Saint-Pierre de Rome comme modèle pour le dôme.

Ils ont fourni le nerf de la guerre, 150 000 \$ de 1922, et l'huile de coude tout aussi essentielle pour transformer 22 000 sacs de ciment gris en un édifice octogonal composé de huit arches périphériques de 48 pouces d'épaisseur supportant un dôme sphérique en béton armé dont l'épaisseur varie de 10 pouces à la base à 5 pouces au sommet.

À l'époque, Amos n'était pas dotée de route la reliant au reste du Québec (la 117 viendra dans les années 30), c'est donc par chemin de fer et par la rivière Harricana, deuxième plus longue voie d'eau

navigable au Canada qu'on importa les plaques de cuivre pour le toit, les lambris et bas-reliefs en marbre rose d'Italie, et même le revêtement entre les arches fait de limpet à base d'amiante.

Dans ce contexte, l'oeuvre, qui fut achevée en une année, prend des allures pharaoniques, et aujourd'hui encore, Amos compte un peu moins de 15 000 habitants, la cathédrale détonne par ses proportions.

La forme de la cathédrale et l'esprit gouaillier des Amoissois lui valent souvent le sobriquet de : « téton d'Amos » « J'ignore si nos parents faisaient la même farce, mais moi je l'ai toujours entendue », confirme Pierrette Blais, res-

ponsable des archives à la Société d'histoire d'Amos.

Certains Amoissois en prennent ombrage, ce qui amuse d'autant les autres Abitibiens qui en rajoutent. L'architecture byzantine de la cathédrale d'Amos est pourtant un héritage direct des architectures grecque et romaine, qui ont laissé entre autres souvenirs : le Parthénon à Athènes et le Colisée à Rome.

Précédant l'ère des cathédrales médiévales qui s'étirent en forme de flèches vers le ciel, le style byzantin est plus trapu. D'autre part, ce précurseur de Taillibert, Honoré-Beaugrand, ne disposait pas des bétons alvéolaires ou précontraints ni des techniques permettant l'érec-

tion d'un monument aussi gracieux que le Stade olympique de Montréal, que d'aucuns comparent pourtant à une casserole, sans couvercle.

Byzantine, la cathédrale d'Amos est donc la petite cousine d'oeuvres incontournables comme Sainte-Sophie de Constantinople (rebaptisée mosquée du sultan Ahmed) ou encore la cathédrale Basile-le-Bienheureux qui avec le Kremlin orne la place Rouge à Moscou.

Lourd héritage pour un monument abitibien né, il y a 75 ans, de la rencontre fortuite en pleine forêt d'un curé visionnaire, d'un architecte novateur, de 2500 colons abitibiens dotés d'une foi à transporter les montagnes, et de 22 000 sacs de ciment.

## René Corriveau intente des procédures... et perd son fauteuil de directeur des psys

ÉRIC TROTTIER

La controverse entourant le directeur général de l'Ordre des psychologues René Corriveau vient de prendre une nouvelle tournure : M. Corriveau a été relevé de ses fonctions, vendredi après-midi, quelques heures après que ses avocats eurent déposé une poursuite de 3,4 millions contre cinq administrateurs de la corporation professionnelle et contre le président de l'Office des professions Robert Diamant.

Alors que les employés de l'Ordre participaient à une petite fête dans les bureaux de la rue Beaumont, le nouveau président de l'organisme Jean-Pierre Deschênes a convoqué M. Corriveau pour lui remettre une lettre confirmant sa suspension avec solde, jusqu'à nouvel ordre.

« Étant donné qu'il poursuit cinq administrateurs et vu le rôle de pivot des administrateurs que le directeur général doit jouer, nous n'avions pas d'autre choix », a déclaré Jean-Pierre Deschênes hier à La Presse.

Le président de l'Ordre a raconté avec détails les circonstances qui ont mené à cette poursuite du directeur général contre ses collègues

et le président de l'Office des professions Robert Diamant.

Rappelons que M. Diamant avait demandé à l'Ordre le 12 décembre de faire son grand ménage et de répondre à 25 questions, à la suite d'allégations de conflits d'intérêts, d'abus de pouvoir, de favoritisme, etc.

Le directeur général Corriveau se trouvait au coeur de certaines de ces allégations. On lui reprochait notamment d'avoir embauché sa femme à titre d'inspectrice professionnelle de l'Ordre.

L'Ordre des psys, après bien des débats, a fini par former un comité de redressement qui devait faire enquête sur toutes ces allégations. Le comité doit rendre un rapport fort attendu, vendredi.

Or, selon M. Deschênes, il semble que le directeur général, qui craindrait comme la peste les conclusions de ce rapport d'enquête, ait tout fait pour se placer dans une sorte d'immunité avant la sortie du document. Il a commencé par en faire une demande informelle au nouveau président. Puis, il lui a envoyé une mise en demeure, à la suite d'un article de La Presse paru au début du mois, lequel expliquait que la nouvelle direction élue de l'Ordre allait bientôt évaluer le travail de son directeur général.

« Il nous demandait de rétablir sa crédibilité, de le réhabiliter et de l'exonérer de tout blâme, avant la sortie du rapport, a dit M. Deschênes. Je lui ai expliqué que nous devions attendre que le rapport soit rendu public, le 27 juin, avant de prendre une telle décision. Je lui ai aussi expliqué, qu'accéder à sa re-

quête aurait été irresponsable de notre part ; le public l'aurait également perçu ainsi. Mais il avait de la difficulté à comprendre ça, comme s'il était poussé par un sentiment d'urgence... »

On connaît la suite. À une semaine de la sortie du fameux rapport, le directeur général de 47 ans, qui affirme que sa réputation, sa carrière et sa vie de couple ont été ruinées par la saga qui secoue le monde des psys depuis six mois, a déposé une poursuite de 3,4 millions contre cinq administrateurs de l'Ordre et Robert Diamant.

M. Deschênes soutient qu'en dépit de cette poursuite — une première dans les annales judiciaires — le comité de redressement rendra bel et bien son rapport vendredi, au cours d'une assemblée extraordinaire des 24 administrateurs de l'Ordre.

À moins que M. Corriveau ne bloque tout le processus avec une injonction : « C'est ce qui m'inquiète le plus, admet Jean-Pierre Deschênes. Ça fait un bon bout de temps que nous travaillons à redresser la situation, à refaire l'image de l'Ordre. Il est franchement temps qu'on aboutisse et qu'on aille de l'avant. C'est ce que va nous permettre le rapport... »

Après l'assemblée de vendredi, la direction de l'Ordre doit faire le point sur toute cette affaire avec les médias.

M. Deschênes évalue enfin la possibilité de tenir, le même jour, une autre assemblée générale, laquelle porterait spécifiquement sur la poursuite de M. Corriveau et sa mise à l'écart des affaires de la corporation professionnelle.

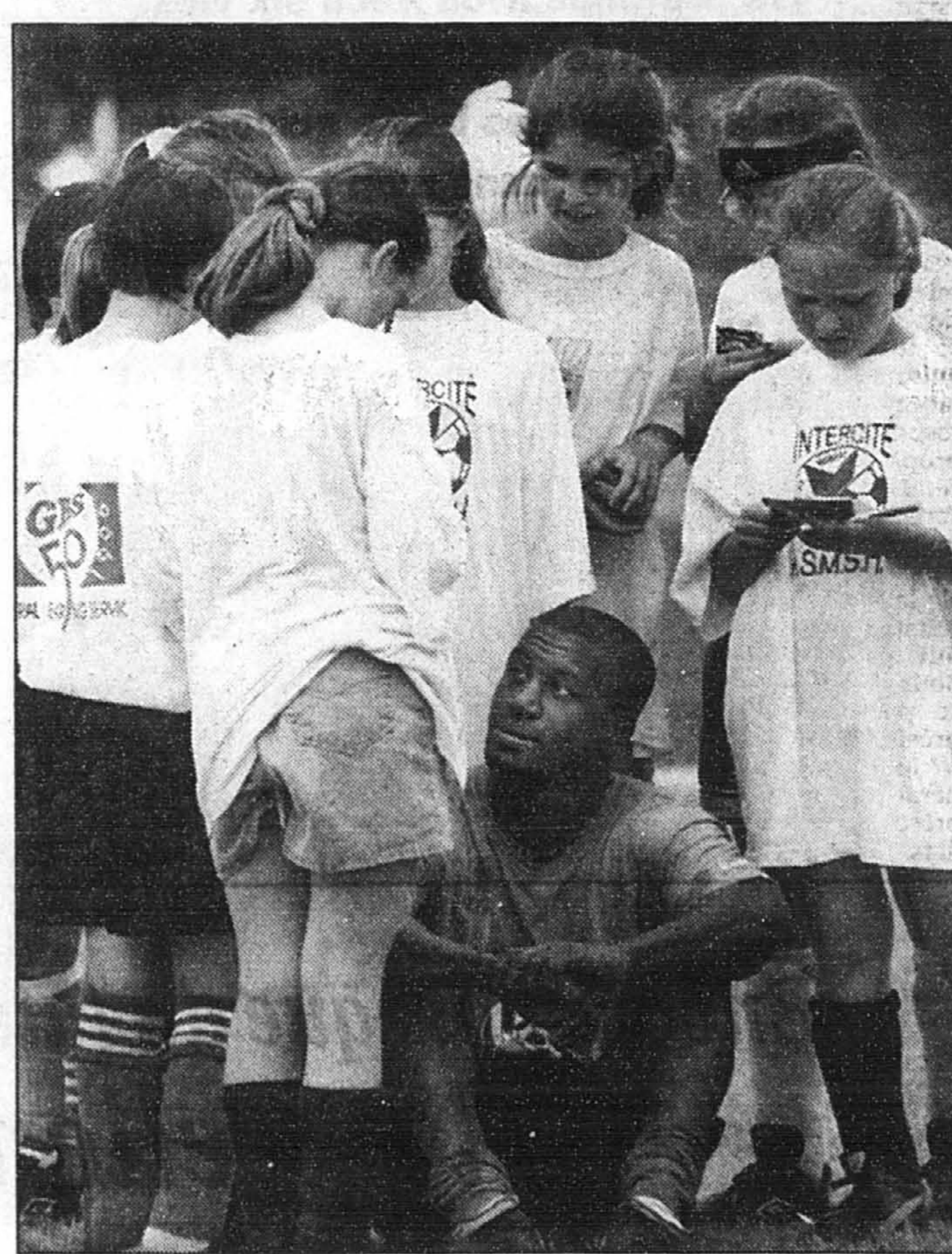


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

## Victoire en douce des policiers

Des jeunes du quartier Côte-des-Neiges, ont eu l'occasion de rencontrer hier des joueurs de l'Impact de Montréal lors d'une journée soccer, organisée au parc Kent par les policiers du district 31 de la police de la Communauté urbaine de Montréal. Les jeunes se sont amusés, mais se sont inclinés par le compte de 3 à 0 devant les policiers.

Attention  
détaillants

Publiez  
votre annonce  
à

Ne manquez pas  
SUPERAUBAINES  
D'ÉTÉ

122 prix

La saison estivale  
à demi-tarif dans La Presse les  
mercredis de juillet, soit les  
2, 9, 16, 23 et 30 juillet dans  
le cahier spécial  
Superaubaines d'été.

Pour plus de renseignements : (514) 285-6947

La Presse

# La personnalité de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 22 juin 1997

## Gilles Lefebvre

MATHIEU PERREULT  
collaboration spéciale

Depuis les années 30 où son violon lui permettait de gagner un concours d'amateurs de CKAC, Gilles Lefebvre n'a eu de cesse d'investir toutes ses énergies dans ses entreprises. Des choix douloureux ont jalonné son parcours frénétique. En 1948, choisissant le célibat pour se libérer des entraves qui freinaient son travail, il rompt ses fiançailles avec une femme qui ne s'est pas remariée depuis. Au cours d'une nuit de mai 1950, dont le seul souvenir l'émeut toujours, il renonce ensuite au violon pour concentrer ses énergies sur les Jeunesses musicales.

Ses efforts n'ont pas été vains. Chevalier de la Légion d'honneur française, une salle du Centre d'art d'Orford, anciennement le Camp musical des Jeunesses, porte son nom. Dans son appartement d'Outremont, qui s'ouvre sur la montagne, il ne compte plus les médailles et les photographies des rencontres qui ont jalonné ses carrières de musicien, d'administrateur et de diplomate. Déjà officier de l'Ordre du Canada, Gilles Lefebvre a été nommé jeudi Grand Montréalais à la salle de bal Windsor. *La Presse* tient à rendre hommage à ce mélomane de 74 ans, président du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal depuis 1991, en le nommant *Personnalité de la semaine*.

Depuis son enfance heureuse, boulevard Saint-Joseph, dans la demeure de son grand-père médecin, il considère avoir vécu six vies. « J'ai fondé avec d'autres les Jeunesses musicales du Canada, puis me suis consacré au Camp musical d'Orford, et ai établi le programme du Festival international de l'Expo 67, le plus grand jamais organisé. Puis, j'ai réussi à mettre sur pied l'orchestre composé des meilleurs éléments des Jeunesses musicales de tous les pays, avant de diriger le Centre culturel canadien à Paris, et de créer le bureau des relations culturelles internationales en tant que diplomate. »

Malgré toutes ses pérégrinations — « J'ai voyagé partout sauf en Afrique noire, sans jamais faire de tourisme » — il n'a pas oublié sa famille ni ses amis, les photos de ses « fantômes » peuplant le bureau où il s'installe dès 7h, après une heure de natation. Ses parents, qui organisaient des concerts dans le salon du second père de sa mère, le Dr Gravel, ont eu tôt fait de noter l'intérêt du petit Gilles. « J'étais le seul garçon à l'École supérieure d'Outremont, qui est devenue Vincent-d'Indy. »

Ottawa, où il déménage pour l'université, change sa vie. « Ma tante Jeanne, secrétaire du ministre Fernand Rinfret, avait fondé la Symphonie Lasalle et aidé le violoniste Armand Weisbord à obtenir la citoyenneté canadienne. « Weisbord ne pouvait pas refuser à ma tante de me prendre comme élève. Avec lui, j'ai compris ce qu'était le violon, et complètement révisé ma technique. À l'époque, je retournais toutes les semaines à Montréal sur le pouce,

mon violon sous le bras. »

Au début de la guerre, Weisbord le convainc d'entrer dans l'aviation avec lui. Il lui promet des leçons particulières, mais les deux se retrouvent au tambour. Le soir, après avoir cuisiné de l'aube au couchant, Gilles sort son violon pour quelques heures. « Les gars s'attroupaient autour de ma tente.

Paris l'accueille de 1946 à 1950, où il suit les cours de René Benedetti au Conservatoire. En 1949-50, une tournée le mène de l'Ontario à Boston, en passant par le Nouveau-Brunswick. À Saint-Hyacinthe, il rencontre l'abbé Lemieux, dont les Compagnons de l'art l'inspirent pour fonder les Jeunesses musicales le 23 août 1949.

Entre 1964 et 1967, les Jeunesses le prêtent à l'Expo 67, dont il élabore le programme artistique, voyageant du Japon en Russie, en passant par l'Afrique du Nord. « Je crois avoir introduit le kabuki à Montréal, et peut-être le nô. » Les opéras du Bolchoï et de la Scala de Milan, la Philharmonique de Berlin et Herbert von Karajan, les solistes Isaac Stern, Michelangelo et Glenn Gould, entre autres, participent au Festival, dont le texte d'ouverture est lu par Jean-Louis Barrault et sir Laurence Olivier. En 1972, il décide de quitter son bébé pour diriger le Centre culturel canadien à Paris, qu'il délègue à son tour pour les Affaires extérieures en 1977.

En 1987, une retraite bien méritée l'attend, six ans après un infarctus qui diminue ses capacités de travail sans l'empêcher de courir le monde. « Même si j'ai beaucoup voyagé en France, je n'ai jamais vraiment pris de vacances que sur le voilier d'un ami, industriel français, à partir de l'été 1972. Ma retraite m'a permis de revenir chez moi. »

Malgré une enfance marquée par la musique et l'éthique du travail, malgré une bonne étoile qui lui a permis de réaliser la plupart de ses projets grandioses, Gilles Lefebvre a évoqué sa destinée pour la première fois dans son discours de jeudi. « Bien sûr, ma mère était extrêmement douée pour les arts, et jouait du piano. Mon père me parlait du jour de l'Armistice de la guerre de 14-18, quand il s'était saoulé sur le trottoir à Paris. Mon penchant pour le travail et les arts, ma fascination pour Paris, tirent sûrement là leurs racines. »

Le président de la Banque Nationale, André Bérard, ainsi que l'ex-juge Alan B. Gold ont également été nommés Grands Montréalais. Mais comme des articles récents ont été écrits sur eux, *La Presse* a choisi de consacrer cette page à un ambassadeur des arts.

Ce « musicien,  
éducateur et  
humaniste engagé »  
vient d'accéder à  
l'Académie des  
Grands Montréalais



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

« Je prétends avoir vécu six vies.  
Même si je n'oublie jamais mes  
amis, je n'ai pas laissé quiconque  
me freiner dans mon travail. »

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,  
l'excellence naît de l'effort.



# LA PERSONNALITÉ en personne

Tous les  
dimanches  
à 8 h 15  
Martin Larocque  
reçoit la  
personnalité  
La Presse  
de la semaine.

Réveille-Martin, un magazine fait sur mesure pour découvrir des gens extraordinaires, connaître les dernières nouvelles et ce qu'en disent les journaux, savoir ce qui se passe sur la scène culturelle de la grande région montréalaise.

Réveille-Martin, une émission ensoleillée aux odeurs de bonne bouffe, aux accents des différents quartiers de la métropole où il fait bon flâner et y découvrir de petits trésors.

Réalisation : Guylaine Ouellet

Radio-Canada  
CBF 690

RÉVEILLE MARTIN



SAVÉDI de 7 h à 12 h  
DIMANCHE de 7 h à 9 h